

**Mécanisme sous régional de coordination MSRC-Afrique du Nord**

**Réunion consultative régionale pour soutenir la réalisation des ODD et  
renforcer les partenariats en Afrique du Nord**

**Rabat, Maroc, 1-2 mars 2018**

**Rapport de réunion**

## **I- Objectifs de la réunion**

1. La 4ème réunion consultative annuelle du Mécanisme sous régional de coordination MSRC-Afrique du Nord s'est tenue à Rabat (Maroc) les 1 et 2 mars 2018, à l'initiative du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et en partenariat avec le Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).
2. La réunion avait pour objectifs :
  - Un partage d'informations sur les initiatives en cours et à venir, menées par l'UMA, les Agences des Nations Unies et les partenaires au développement, en appui à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) ;
  - Une compréhension commune des priorités régionales et des défis liés à la mise en œuvre des ODD ;
  - La définition des principaux axes d'une feuille de route régionale (2018-2019) en appui à la réalisation des ODD.

## **II- Participation**

3. Les institutions suivantes ont pris part à la réunion : le Secrétariat général de l'UMA, la CEA, les Coordonnateurs résidents du SNU de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie et de l'Égypte, les agences des Nations Unies intervenant au niveau pays (FAO, PNUD, UNESCO, OIM, UNICEF, FNUAP, ONUDI, FIDA) et au niveau régional (FAO, OIT, ESCWA, FIDA), les organisations régionales (ISESCO, CIDC, OADA, ) et les institutions internationales (BID, BAD, BADEA, ITFC). La liste des participants est jointe en annexe.

## **III- Séance d'ouverture**

4. Deux allocutions ont été prononcées à l'ouverture de la réunion, respectivement par Mme Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, et S. E. M. Taïeb Baccouche, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).
5. Mme Lilia Naas a tout d'abord remercié tous les partenaires pour leur participation. Elle a ensuite souligné un certain nombre de défis auxquels sont confrontés les pays de l'Afrique du Nord, notamment une appropriation encore marginale des ODD, des capacités statistiques en deçà des besoins de suivi des ODD et des mécanismes de gouvernance à renforcer pour favoriser la participation de tous les acteurs et la coordination des politiques. La réalisation des ODD, compte tenu des multiples enjeux qui leur sont liés, appelle un effort régional concerté qui nécessite une mise en commun des idées, des compétences, des outils et des ressources, pour mieux tirer parti des synergies possibles et, répondre de manière cohérente et efficiente, aux préoccupations des Etats.
6. Mme Naas a également rappelé l'objectif du Mécanisme sous régional de coordination, qui est une plateforme de dialogue, visant à améliorer la concertation et la mise en cohérence des programmes et des initiatives de portée sous- régionale et, à promouvoir la collaboration entre les agences des Nations Unies, les institutions internationales et régionales, venant en appui aux Etats membres de la sous-région et à l'UMA. Elle a ensuite présenté les objectifs de la réunion qui portent sur le partage d'expériences, l'identification des principaux défis posés par la réalisation des ODD dans la région Afrique du Nord, la définition des grandes lignes pour l'établissement d'une feuille de route régionale en appui à la réalisation des ODD et le dispositif de suivi à mettre en place, pour une mise en œuvre conjointe de la feuille de route.
7. Prenant la parole à son tour, le Secrétaire général de l'UMA, M. Taïeb Baccouche, a tout d'abord rendu hommage à toutes les institutions qui contribuent de manière continue à la réalisation de l'intégration régionale maghrébine et a, exprimé ses remerciements à l'endroit de la CEA, pour avoir pris l'initiative d'organiser la rencontre et pour son appui à l'UMA. M. Baccouche a insisté sur les enjeux de l'intégration maghrébine qui dira-t-il demeure le moyen

incontournable pour permettre une accélération de la croissance, la création d'emploi et la lutte contre le chômage. A cet effet, le Secrétariat Général de l'UMA poursuit ses efforts en vue de réaliser les objectifs inscrits dans la charte de l'UMA à savoir, la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux, grâce notamment à l'accord de libre échange qui a été paraphé par les ministres du commerce en 2010 et la création fin 2015 de la Banque maghrébine pour l'investissement et le commerce extérieur.

8. Il a indiqué que l'UMA s'associe aux engagements internationaux et s'engage à œuvrer activement pour les traduire aux niveaux régional et national. Ainsi, l'UMA souhaite structurer ses stratégies en vue de la mise en œuvre des objectifs du développement durable, et renforcer ses capacités à intégrer ces Objectifs dans les politiques et stratégies régionales. Rappelant quelques initiatives lancées par l'UMA et soutenues par la CEA, la FAO et la BAD, il a souhaité que la réunion aboutisse à de nouvelles idées de coopération et à une discussion autour des propositions du Secrétariat Général pour les prochaines années qui seront présentées durant celle-ci.

#### **IV- Déroulement des travaux**

##### **Session 1 : Agenda 2063 et 2030**

9. Cette session a été modérée par Mme Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau Afrique du Nord de la CEA.

10. La session a démarré avec une présentation de Mme Aida Opoku-Mensah, conseillère spéciale pour les ODD auprès de la Secrétaire exécutive de la CEA. Elle a informé les participants de la signature en janvier de cette année, lors du 30ème Sommet de l'Union africaine, d'un accord-cadre de coopération entre les Nations Unies et l'UA pour renforcer le partenariat stratégique entre les deux institutions et assurer une mise en œuvre coordonnée et harmonisée des deux Agendas 2030 et 2063, dont les objectifs se recoupent à près de 90%. Un plan d'action pour opérationnaliser ce cadre sera discuté et convenu lorsque les deux dirigeants se rencontreront à nouveau en avril 2018 pour la 2e Conférence annuelle UA-ONU. Mme Mensah a poursuivi en donnant un aperçu des principaux défis socioéconomiques du continent, notamment le déclin de la croissance en 2016, la lenteur des progrès en termes de réduction de la pauvreté, ainsi que le faible contenu en emplois et en valeur ajoutée du secteur manufacturier. Elle a souligné le manque de données statistiques, en indiquant que les données disponibles permettaient de renseigner uniquement 38% des indicateurs des ODD. Pour les ODD 11 (villes durables) et 13 (changement climatique) ce taux tombe à 10%.

11. Elle a ensuite présenté l'indice composite ODD. Les priorités pour la région MENA sont principalement la sécurité alimentaire (ODD2) et l'eau (ODD6). Pour finir, Mme Mensah a présenté le cadre régional de résultats pour la mise en œuvre intégrée des deux agendas 2030 et 2063 développé par la CEA, en appui à l'Union Africaine.

12. La seconde communication présentée par Mme Marieme Bekaye, chargée du développement durable au Bureau Afrique du Nord de la CEA a porté sur les enseignements tirés du rapport sur la mise en œuvre des ODD au Maghreb élaboré par le Bureau Afrique du Nord de la CEA, en collaboration avec l'UMA. Ce rapport analyse plus particulièrement les efforts menés en termes d'appropriation et de contextualisation, de gouvernance institutionnelle et de suivi. Il met en outre l'accent sur six thématiques d'importance pour les pays et d'intérêt prioritaire pour l'intégration régionale : sécurité alimentaire (ODD2), transition énergétique (ODD7), industrialisation (ODD 9), emploi des jeunes et des femmes (ODD 8), changement climatique (ODD13) et désertification (ODD15). Le rapport traite également du rôle de la coopération régionale dans la mise en œuvre des ODD, avant de fournir des orientations pour accélérer la mise en œuvre des ODD dans les pays du Maghreb.

13. La présentation a souligné les progrès réalisés par les pays en matière de réduction de la prévalence de l'insécurité alimentaire (sauf en Mauritanie), de développement des énergies renouvelables (particulièrement au Maroc et en Mauritanie) et d'adaptation du secteur de

l'agriculture face aux ressources limitées en eau. Des insuffisances persistent en termes de financement public de l'agriculture et de la recherche, de réduction du chômage des jeunes et des femmes, de développement de l'efficacité énergétique, de contribution du secteur manufacturier au PIB et à l'emploi avec une prédominance des exportations manufacturières à faible et moyenne-haute technologie de l'ordre de 82% au Maroc et 63,8% en Tunisie et, de gestion durable des forêts et des terres. D'autres insuffisances ont été mentionnées en ce qui concerne l'appropriation nationale des ODD, le retard accusé dans la définition des ODD et cibles nationales, la participation encore marginale de la société civile et du secteur privé, ainsi que les lacunes en matière de disponibilité et de cohérence des données. Mme Bekaye a terminé en présentant les principales recommandations du rapport parmi lesquelles la nécessité d'harmoniser les référentiels de calcul des indicateurs, d'intégrer la science et la technologie dans les politiques de développement, de renforcer la dimension inclusive de ces politiques et les capacités des acteurs pour mieux tirer profit des instruments de financement existants, et enfin, de promouvoir la cohérence et l'évaluation des politiques publiques, indispensables pour tenir compte de l'interdépendance des ODD.

14. A l'issue des discussions, les participants ont souligné les défis qui se posent aux pays en matière de capacités statistiques, d'évaluation de l'impact des politiques publiques et, d'implication du secteur privé qui devrait être analysée en fonction de sa capacité à contribuer au financement du développement durable, mobiliser des ressources financières, créer des emplois décents en relation avec les ODD.

15. Les participants ont fait les recommandations suivantes :

- Renforcer la sensibilisation et la compréhension des acteurs nationaux (pour tous les groupes de parties prenantes) autour de l'Agenda 2063 et des ODD ;
- Elargir le rapport de la CEA sur les ODD aux autres pays de l'Afrique du Nord ;
- Organiser en plus de la réunion de dialogue régionale prévue au premier semestre 2018, une restitution du rapport sur les ODD au niveau national, en impliquant tous les acteurs ;
- Favoriser la coopération Sud-Sud pour le partage des bonnes pratiques entre pays.

## **Session 2 : Expérience et perspectives de l'appui du SNU à la mise en œuvre des ODD**

16. Cette session a été modérée par M. Michael Hage, Coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord.

17. M. Eric Overvest, Coordonnateur Résident du SNU en Algérie, a rappelé le contexte socioéconomique de l'Algérie et les réformes majeures en cours. Il a mis en avant l'engagement politique du pays pour les ODD en indiquant toutefois que ces derniers n'ont pas encore fait l'objet d'un exercice réel d'intégration dans les politiques nationales. Le Comité interministériel en charge de la coordination des ODD (mis en place en 2016) travaille actuellement sur l'harmonisation des politiques sectorielles avec les ODD. Outre le Ministère des affaires étrangères qui préside le Comité, d'autres acteurs sont impliqués tels que le Conseil économique et social, l'ONS, le conseil des droits de l'Homme et la cour des comptes qui vient de lancer une revue de la préparation du Gouvernement à la mise en œuvre des ODD qui vise à évaluer les dispositions prises pour la réalisation des ODD. L'ONS a commencé un travail d'harmonisation méthodologique et d'intégration de certains indicateurs. L'appui du SNU Algérie au mécanisme national de coordination pour la mise en place des ODD a démarré dès la mise en place de ce dernier en adoptant l'approche MAPS. A ce titre, un projet conjoint du SNU a été formulé en vue de sensibiliser les acteurs vis-à-vis des ODD, promouvoir l'intégration des ODD dans les politiques nationales et locales et appuyer le reporting et la génération des données ainsi que le renforcement des capacités statistiques. Ce projet prévoit également un appui stratégique thématique sur des ODD spécifiques (2, 3, 5, 6, 8 et 17). Le SNU prévoit ainsi de réaliser une analyse rapide intégrée (RIA) pour mieux déterminer le degré d'intégration des ODD dans les politiques publiques, de fournir une expertise technique au Comité pour la

production du rapport national volontaire, d'engager une revue stratégique sur la sécurité alimentaire et la nutrition, de lancer une initiative pilote de sensibilisation à la transversalité du genre, d'organiser un forum du secteur privé sur les ODD et le rôle des entreprises.

18. M. Mario Samaja, Coordonnateur Résident du SNU en Mauritanie, a présenté la démarche mise en œuvre par le SNU pour appuyer le processus d'intégration et de priorisation des ODD dans la Stratégie de croissance accélérée du pays (SCAPP 2016-2030), en utilisant les outils existants (MAPS, RIA). Ce travail a été accompagné par des activités de plaidoyer et de sensibilisation du grand public et des formations en faveur d'acteurs clés du processus. Un appui a également été fourni pour l'élaboration de la situation de référence des ODD en 2016. D'autres actions complémentaires sont prévues à court terme. Il s'agit notamment de l'organisation d'une table ronde en faveur de la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la SCAPP et des ODD, de la conduite de la « Campagne d'actions des NU pour les ODD » et, de l'appui à la production de données de qualité et aux mécanismes de coordination institutionnelle.

19. M. Samaja a en outre indiqué que le SNU travaille à la finalisation du nouveau cadre de partenariat pour le développement durable, le CPDD 2018-2022 (qui remplace l'UNDAF), qui intègre la dimension humanitaire ainsi que la stratégie intégrée des NU pour le Sahel. Pour finir, M. Samaja a souligné certains défis clés comme le manque de synergie sectorielle, la faiblesse des capacités statistiques et des capacités de mobilisation des ressources, les lacunes en matière d'alignement des dépenses publiques aux objectifs de développement et le manque de vision sur les modalités d'intégration du secteur privé. Il a aussi indiqué que l'absence de cadre de coordination des appuis du SNU aux ODD entraînait un éparpillement des ressources.

20. M. Michael Hage, coordinateur du Bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique du Nord et Représentant de la FAO en Tunisie, a présenté le programme conjoint des Nations Unies intitulé « Appui à l'intégration, la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation et de reporting des ODD en Tunisie ». Ce programme vient en appui au Plan de Développement Quinquennal qui s'inscrit dans le cadre global des ODD. Les principaux résultats du projet portent sur : la mise en place d'un cadre national de mise en œuvre des ODD (en accompagnant l'appropriation et le plaidoyer au niveau national et régional), la mise en place d'un dispositif institutionnel de coordination en appui à la mise en œuvre des ODD, la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation du Plan de Développement Quinquennal centré sur les ODD au niveau national et régional en renforçant l'appareil statistique tunisien.

21. M. Michael Schaadt, chef du Bureau du Coordonnateur Résident du SNU en Egypte a présenté la situation du pays en termes de mise en œuvre de l'Agenda 2030 qui est intégré dans la vision stratégique 2030 de l'Egypte, en soulignant le leadership fort du gouvernement. Le pays a présenté son premier rapport national volontaire au Forum politique de haut niveau (FPHN) en 2016 et prépare son second rapport pour celui de 2018. Le nouveau cycle du cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement est totalement aligné sur les ODD.

22. M. Philippe Poinot, Coordonnateur Résident du SNU au Maroc a mis en avant les réformes importantes menées par le pays dans les domaines de l'égalité de genre, l'éducation, l'emploi, l'environnement et l'économie. Il a indiqué que l'UNDAF (2017-2021), aligné avec les ODD, porte sur 6 priorités, fait intervenir 19 agences, pour un coût total de 200 million USD. Le Maroc prévoit d'organiser avec l'appui du SNU, une seconde consultation nationale autour des ODD cette année et de lancer la préparation de son second rapport national volontaire (le premier a été présenté au FPHN en 2016). Un programme conjoint du SNU en appui au gouvernement est en cours de finalisation ; il comprend trois composantes majeures (appropriation nationale, coordination et mise en cohérence des politiques et renforcement des systèmes d'information). M. Poinot a aussi mentionné les défis liés aux ressources humaines et financières limitées, au déficit de coordination, de cohérence et d'évaluation indépendante des politiques publiques, et au manque de durabilité des résultats.

23. Mme Ayshanie Medagangoda-Labe, Représentante Résidente Adjointe du PNUD, a présenté les principaux axes de l'appui du SNU à la mise en œuvre de l'agenda 2030 au Maroc, qui a débuté en 2016 avec l'organisation de la 1ère consultation nationale sur la contextualisation de l'Agenda 2030, la préparation d'une feuille de route sur la vision du Maroc pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 et la préparation du rapport national volontaire du Maroc au Forum Politique de Haut Niveau (HLPF). Le SNU fournit actuellement un appui à l'opérationnalisation de la stratégie nationale de développement durable et la déclinaison des ODD au niveau des plans régionaux de développement, à la mise en place du réseau local du Pacte Mondial des Nations Unies ainsi qu'un appui aux politiques sectorielles (santé, protection sociale, agriculture, migration). Des actions en matière de renforcement des capacités statistiques et d'institutionnalisation de la mesure de la pauvreté multidimensionnelle, sont également prévues. Mme Medagangoda-Labe a présenté en détail le contenu du programme conjoint du SNU, en discussion avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale. Elle a terminé en soulignant les défis liés à la compréhension des objectifs, cibles et indicateurs, la coordination des informations statistiques, la diminution progressive des financements extérieurs et le besoin de préparation à la transition du financement avec plus de ressources nationales.

24. Lors des discussions, les participants ont insisté sur l'importance de renforcer la coordination au niveau régional, d'approfondir les liens entre les dimensions du développement et de l'humanitaire, de définir une compréhension et une méthodologie claires pour l'alignement des politiques avec les ODD et, de recenser les outils existants pour cela et les mettre à la disposition des pays.

### **Session 3 : Priorités régionales**

25. Cette session a été modérée par M. Philippe Poinot, Coordonnateur résident du SNU au Maroc.

#### **Première partie**

26. La session a débuté par une présentation de M. Reda El Merini, Directeur des affaires économiques à l'UMA, qui a indiqué que son institution souhaite élaborer une stratégie maghrébine pour les ODD et mettre en place un comité adhoc-ODD. M. El Merini a aussi rappelé les principales priorités des pays du Maghreb : emploi, adaptation de l'agriculture au changement climatique, lutte contre la désertification, intégration du genre, renforcement des capacités statistiques, urbanisation.

27. D'autres intervenants de l'UMA ont mentionné le partenariat UMA-CEDEAO sur la lutte contre la désertification, le partenariat UMA-FAO sur la vision agricole 2030 ainsi que les activités réalisées dans le domaine de l'emploi et de l'insertion de la jeunesse maghrébine. L'UMA souhaite développer un cadre de coopération associant la FAO, le FIDA et l'OADA pour renforcer la sécurité alimentaire et l'agriculture durable au Maghreb.

28. La présentation de Mme Khalida Bouzar, Directrice de la Division Proche orient, Afrique du Nord et Europe du FIDA, a fourni une vue d'ensemble des interventions du FIDA qui sont alignées avec les deux agendas 2030 et 2063, avec les priorités des pays et les Cadres de partenariats pour le développement durable (CPDD) du SNU. Le FIDA travaille en priorité sur les ODD 1, 2, 5, 8, 13 et 15, avec un focus sur les petits agriculteurs. Il intègre cependant les dimensions liées au changement climatique, à la nutrition, au genre et à l'autonomisation des femmes et, à l'emploi des jeunes. Le FIDA dispose d'un important portefeuille de projets au Maroc (Réduction de la pauvreté et développement des zones de montagnes), en Egypte (réduction de la pauvreté), en Tunisie (gestion des parcours et création d'emplois pour les jeunes) et en Mauritanie (amélioration de la nutrition des enfants). Une nouvelle stratégie pays (2018-2024) avec la Mauritanie est en préparation. Mme Bouzar a enfin indiqué que le FIDA est en pleine réforme et une décentralisation est en cours. Dans ce cadre, un hub sera mis en place en Egypte et couvrira le bureau déjà mis en place au Soudan. Elle a mentionné l'importance de la coordination inter-agences au niveau des pays ainsi que la nécessité pour ces

derniers d'assurer la durabilité des projets une fois le financement des partenaires arrivé à sa fin.

29. Mme Marta, Piccarozzi, Spécialiste en évaluation et planification stratégique à la FAO, a donné un aperçu des objectifs stratégiques de la FAO qui portent sur la faim et la malnutrition, le développement durable de l'agriculture, la pêche et la forêt, la résilience au changement climatique et, la réduction de la pauvreté en milieu rural. La FAO est l'agence gardienne pour 21 indicateurs et travaille aussi sur la collecte des données. Les cadres des programmes pays dans les 5 pays du Maghreb sont tous alignés sur les ODD. Le cadre de programmation avec l'UMA est en cours d'évaluation et un nouveau cadre intégrant les ODD devrait être formulé.

30. Mme Marta a indiqué que les défis pour les pays se trouvent au niveau de la gouvernance des ODD et leur planification budgétaire, l'identification des cibles prioritaires par les pays, le renforcement des capacités statistiques, la prise en compte des spécificités et enjeux territoriaux et l'implication du secteur privé. La FAO va mettre en place un programme de renforcement des capacités statistiques dans les 5 pays du Maghreb.

31. M. Olivier Breteche, Chargé principal des opérations à la BAD, a exposé les cinq grandes priorités de la BAD qui sont en grande partie alignées sur les ODD et l'Agenda 2063. Il s'agit de l'électrification, l'alimentation, l'industrialisation, l'intégration de l'Afrique, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations. La BAD a aussi une stratégie genre. Pour chacun de ces domaines, il a présenté l'impact des réalisations sur la vie des populations et des femmes au cours de la période 2010-2017 ainsi que certaines activités menées dans les pays de l'Afrique du Nord. L'institution travaille aussi sur l'emploi et l'inclusion sociale des jeunes, la mobilisation de la finance climatique et, l'intégration régionale.

32. M. Elhaj Attia Elhabib Elmansour, Chef du département du programme technique de l'OADA, a tout d'abord présenté l'OADA qui est une organisation de la Ligue des pays Arabes, créée le 11 mars 1970. Elle a son siège à Khartoum (Soudan). L'OADA a pour objectifs de contribuer à améliorer les capacités productives et l'utilisation optimale des ressources agricoles, halieutiques et animales et réaliser l'intégration agricole entre les pays arabes pour renforcer la sécurité alimentaire dans la région. Le représentant de l'OADA a indiqué que l'institution dispose d'un cadre stratégique basé sur la stratégie arabe pour le développement agricole durable (2005-2025), le programme d'urgence pour la sécurité alimentaire arabe (2011-2031) et la stratégie arabe pour l'aquaculture (2017-2037).

33. Le travail de l'OADA cible l'atteinte de 10 ODD (1, 2, 6, 7, 9, 12, 13, 14, 15 et 17) en créant des partenariats stratégiques avec un éventail d'organisations internationales et régionales, notamment la FAO, le FIDA, l'ONUDI, l'ESCWA, le PNUD ainsi que des agences de développement internationales telles que l'Agence suédoise de développement international (SIDA), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

## **Seconde partie**

34. La présentation de M. Richard Lavallée, Conseiller technique à l'OIT, a permis de souligner l'importance de l'emploi décent pour la réalisation des ODD et de présenter l'action de l'organisation en matière de promotion de l'emploi. Quatre axes structurent l'action de l'OIT en matière de travail décent : la protection sociale des travailleurs, la promotion du dialogue tripartite, le respect des droits fondamentaux et la garantie de revenus décents. Pour la période 2018-2019, l'OIT a défini un programme, approuvé par la Conférence internationale du Travail (Etat membres) et basé sur 10 résultats stratégiques, en lien avec les cibles ODD, et quatre domaines transversaux déterminants pour l'élaboration des politiques. Il s'agit des normes internationales du travail, du dialogue social, de l'Egalité entre hommes et femmes et de la non-discrimination, et d'un élément nouveau introduit en 2018, portant sur la transition vers la durabilité environnementale. L'OIT dispose d'une feuille de route sur le chômage des jeunes et travaille à la mise à jour de la boîte à outils sur le travail décent pour la programmation et les conseils de politique. M. Lavallée a ensuite partagé les résultats de l'appui de l'OIT au Ministère

de l'emploi marocain pour l'élaboration de la Stratégie Nationale pour l'Emploi ainsi que les résultats du Forum tenu à Genève sur le chômage des jeunes en Afrique du Nord.

35. M. Adib Nehmeh, Conseiller régional pour l'Agenda 2030 et les ODD à l'ESCWA, a invité les participants à intégrer une nouvelle approche basée sur les 5 P (les Peuples, la Planète, la Prospérité, la Paix et le Partenariat) et les 5 dimensions (économie, social, environnement, savoir et culture). La présentation de M. Nehmeh a permis de relever l'action de l'ESCWA pour la réalisation des ODD dans la région à travers des exemples concrets de projets mis en œuvre au niveau régional, national et local, principalement au Maroc, en Tunisie et au Soudan.

36. Il a également souligné l'importance de la disponibilité de données statistiques régulièrement mises à jour pour le suivi des réalisations et l'identification des défis et lacunes. M. Nehmeh a terminé sa présentation en exposant les mécanismes institutionnels à travers lesquels l'ESCWA agit en faveur de l'atteinte des ODD (Mécanisme régional de coordination, un groupe de travail sur les ODD pour la région arabe et 4 Task forces). La prochaine réunion du Forum régional sur le développement durable aura lieu du 24 au 26 avril 2018 à Beyrouth.

37. M. Mamoudou Bocar Sall, Chef du département des études et de la formation au CIDC, a présenté les 18 priorités du Plan d'action de l'OCI (2016-2025) en soulignant l'importance accordée à la promotion des échanges commerciaux intra pays membres de l'OCI. Il a indiqué que le CIDC et les autres institutions de l'OCI ont élaboré un rapport sur les ODD sur la base d'un questionnaire pays, envoyé à tous les Etats membres de l'OCI. Cette initiative a mis en exergue certains défis dont une compréhension différenciée du questionnaire par les pays et les acteurs, la disponibilité partielle des données et le manque de coordination institutionnelle.

38. M. Sall a également précisé que l'OCI (dont le CIDC est membre) collabore depuis des décennies avec les Nations Unies dans le cadre d'un programme conjoint UN-OCI qui porte notamment sur les questions économiques, le maintien de la paix internationale et de la sécurité, l'organisation des élections dans les pays, la coopération sur le désarmement et la coopération pour la réalisation des ODD. Il a terminé en soulignant la disponibilité du CIDC pour développer des partenariats avec les organisations opérant dans l'espace OCI via l'organisation d'activités communes de promotion et de développement du commerce et des investissements dans la région.

39. M. Mamadou Koné, spécialiste de programmes à la Direction des relations extérieures et de la coopération à l'ISESCO, a rappelé que son organisation est chargée de la coordination entre les institutions spécialisées de l'Organisation de la Conférence islamique opérant dans les domaines de l'Education, la Culture et les Sciences, avant de présenter le programme de travail pour 2018. Ce programme prévoit une série d'ateliers, de réunions d'experts et de conférences dans plusieurs domaines, en soutien à la réalisation des ODD. Ces domaines concernent notamment la sécurité alimentaire, la sécurité en eau, l'adaptation au changement climatique, le renforcement des capacités de gestion des catastrophes naturelles, la recherche scientifique et le développement durable, les sciences et technologies géo spatiales avancées.

40. Les participants ont souligné l'importance de la collaboration et de la coordination des activités des différents partenaires dans le processus d'appui à la mise en œuvre et au suivi des ODDs, aussi bien au niveau national que régional.

41. A l'issue de la première journée, Mme Bekaye a fait une synthèse des débats y compris les principales priorités régionales qui ont été retenues et qui sont :

- L'emploi ;
- La sécurité alimentaire ;
- L'énergie ;
- L'adaptation au changement climatique ;
- La paix et la sécurité ;



- L'autonomisation des femmes ;
- L'innovation technologique ;
- L'urbanisation ;
- La migration.

#### **Session 4 : vers une feuille de route régionale en appui aux ODD**

42. La session a été modérée par Mme Lilia Naas, Directrice du Bureau Afrique du Nord de la CEA. La CEA a présenté les objectifs de la feuille de route ainsi que des propositions relatives à 6 axes transversaux et 4 domaines thématiques.

43. Les axes transversaux proposés portaient sur :

1. Compréhension et appropriation des ODD ;
2. Intégration et cohérence des politiques publiques ;
3. Intégration des ODD dans les processus nationaux de budgétisation et accès aux instruments de financement novateurs ;
4. Renforcement des capacités statistiques nationales ;
5. Suivi et reporting ;
6. Exploitation du potentiel de la coopération Sud-Sud.

44. Les domaines thématiques proposés portaient sur :

- Sécurité alimentaire et changement climatique ;
- Emploi des jeunes et des femmes ;
- Inégalités et disparités ;
- Transversalité de l'approche genre.

45. Suite à un tour de table et des discussions riches, les participants ont convenu de retenir quatre axes transversaux (1, 2, 4 et 6). L'axe 5 sur le suivi étant intégré dans l'axe 4 sur les capacités statistiques. L'axe 3 n'a pas été retenu. Deux domaines thématiques ont été retenus : la sécurité alimentaire et l'emploi dont la mise en œuvre sera pilotée respectivement par la FAO et la CEA.

46. Les participants ont fait des propositions portant sur :

- L'organisation d'un atelier conjoint UN + INS dans tous les pays pour identifier les gaps et les bonnes pratiques ;
- L'organisation d'un atelier régional de formation sur les cibles et indicateurs ;
- La définition d'un set simple d'indicateurs de base à intégrer par exemple dans les enquêtes ménages ;
- L'identification d'un groupe d'experts de la région pour travailler sur la question de l'intégration des ODD dans les politiques.

47. Le CIDC a souligné que l'absence d'un fonds commun pourrait constituer un frein à la mise en œuvre de la feuille de route. La BID et le CIDC ont suggéré de réaliser une cartographie des initiatives liées aux ODD de chaque institution. Le Coordonnateur du SNU au Maroc a proposé la mise en place d'une base de données/ plateforme d'échanges sur les initiatives des institutions au niveau pays.

48. D'autres institutions ont également fourni un aperçu de leurs activités d'appui aux ODD. La BID a indiqué que sa stratégie d'intervention était alignée aux ODD ; elle a nommé un envoyé spécial pour les ODD. L'ONUDI a fourni un aperçu de ses interventions au Maroc, portant notamment sur la création d'emplois pour les jeunes, la formation professionnelle, l'innovation et la sécurité alimentaire en partenariat avec l'OADA. La FAO a indiqué son souhait d'aligner sur les ODD le prochain cadre de coopération avec l'UMA, avec un focus sur la durabilité de la production et la résilience au changement climatique.

## **Session 5 : modalités de mise en œuvre et de suivi de la feuille de route**

49. La session a été modérée par M. Eric Overvest, Coordonnateur Résident du SNU en Algérie.

50. Les participants ont souligné le manque de coordination à plusieurs niveaux : entre l'UMA et les institutions de développement établies en Afrique du Nord, entre les Agences des Nations Unies et entre les partenaires au développement. Suite à un tour de table, les participants ont convenu de :

- La mise en place d'un comité de pilotage et de suivi conjoint CEA-UMA ;
- La désignation d'un point focal au sein des différentes institutions présentes ;
- L'élaboration par la CEA de termes de référence pour orienter le travail des institutions lead sur les thématiques ;
- L'élaboration par chaque institution lead (FAO et CEA) d'une note conceptuelle sur la manière dont le thème sera développé ;
- Retenir la FAO et la CEA en tant qu'agences Lead pour le pilotage et le suivi de la mise en œuvre des activités, en lien avec les thématiques de la sécurité alimentaire pour la FAO et de l'emploi pour la CEA ;
- La finalisation par la CEA de la feuille de route qui sera ensuite partagée avec tous les participants.

51. Certains participants ont en outre recommandé d'impliquer dans le MSRC les ministères clés et d'organiser un atelier régional avec les instituts nationaux de statistiques pour partager les expériences et identifier les besoins en renforcement des capacités.

## **V- Clôture**

52. Au terme des travaux, la Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a remercié les participants pour leurs appréciables contributions aux travaux de la réunion. Elle a indiqué que le rapport de la réunion sera partagé avec tous.

53. Le Coordonnateur Résident du SNU au Maroc, M. Poinot a rappelé que le processus ODD est à ses débuts et pose un certain nombre de questionnements. Il a indiqué que le SNU est prêt à appuyer le processus de la feuille de route lancé par la CEA.

54. Le représentant de l'UMA, M. Reda El Merini, a remercié la CEA pour l'organisation de cette importante réunion qu'il a jugé très enrichissante et a formulé le souhait du Secrétariat général de l'UMA d'élargir leur partenariat avec d'autres institutions. M. El Merini a insisté sur la nécessité d'engager un travail pédagogique au niveau des pays pour expliquer et faire comprendre les enjeux des agendas 2030 et 2063.

## Annexe I

### Synthèse des recommandations

Les principales propositions/ recommandations issues des discussions sont résumées ci-dessous en trois catégories :

#### **1- Appropriation et compréhension des ODD**

- Elargir la sensibilisation et la compréhension des acteurs nationaux autour de l'Agenda 2063 et des ODD ;
- Organiser un atelier régional de formation sur les cibles et indicateurs ;

#### **2- Partage des connaissances, expériences et bonnes pratiques**

- Elargir le rapport de la CEA sur les ODD aux autres pays de l'Afrique du Nord ;
- Organiser en plus de la réunion de dialogue régionale prévue au premier semestre 2018, une restitution du rapport sur les ODD au niveau national, en impliquant tous les acteurs ;
- Organiser un atelier conjoint UN + INS dans tous les pays pour identifier les actions en cours, les gaps et les bonnes pratiques ;
- Réaliser un mapping ou développer une base de données/ plateforme d'échanges sur les initiatives des différentes institutions menées en appui aux ODD dans les pays et au niveau sous régional ;
- Approfondir les liens entre les dimensions du développement et de l'humanitaire.

#### **3- Appui à l'intégration des ODD dans les politiques**

- Recenser les outils existants et les mettre à la disposition des pays ;
- Identifier un groupe d'experts de la région pour travailler sur la question de l'intégration des ODD dans les politiques (Communauté de pratique) ;
- Définir un set simple d'indicateurs de base à intégrer dans les enquêtes (ex : enquêtes ménages).

## Annexe II

### Programme de travail

#### Jeudi 01 mars

09h00-09h30

##### Séance d'ouverture

- Allocution de **Mme Lilia Hachem Naas**, Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord (CEA-AN)
- Allocution de **M. Taïeb Baccouche**, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
- Présentation des objectifs de la réunion et du programme de travail (CEA-AN)

09h30-10h30

##### Session 1 : Agenda 2063 et 2030 : mise en œuvre à l'échelle continentale et sous régionale

- Une approche intégrée de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 & 2063 en Afrique : défis et opportunités (**Mme Aida Opoku-Mensah**, Conseillère spéciale pour les ODD et les initiatives spéciales auprès de la Secrétaire exécutive, CEA)
- Principaux défis posés par la réalisation des ODD en Afrique du Nord : enseignements tirés du rapport sur la mise en œuvre des ODD au Maghreb (CEA)
- Discussions

10h30-11h00

*Pause-café*

11h00-13h00

##### Session 2 : Expériences et perspectives de l'appui du SNU à la mise en œuvre et au suivi des ODD dans les pays

Cette session a pour but de présenter les expériences du SNU en matière d'appui à la mise en œuvre des ODD dans les pays de l'Afrique du Nord, les enseignements tirés ainsi que les perspectives pour 2018-2019

- Coordonnateur Résident SNU Algérie
- Coordonnateur Résident SNU Mauritanie
- Coordonnateur Résident SNU Égypte
- Coordonnateur Résident SNU Maroc
- Discussions autour des principaux enseignements et défis

13h00-14h30

*Déjeuner*

14h30-16h30	<p><b>Session 3 : Priorités et perspectives régionales</b></p> <p>Cette session a pour objet de discuter et s'accorder sur les priorités régionales et les principaux défis à relever pour la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• UMA</li> <li>• FIDA</li> <li>• FAO</li> <li>• BAD</li> <li>• OADA</li> <li>• Discussions</li> </ul>
16h30-16h50	<i>Pause-café</i>
16h50-18h30	<p><b>Session 3 : Priorités et perspectives régionales (suite)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• OIT</li> <li>• ESCWA</li> <li>• CIDC</li> <li>• ISESCO</li> <li>• Discussions</li> </ul>

## Vendredi 02 mars

09h00-11h00	<p><b>Session 4 : Vers une feuille de route régionale en appui aux ODD</b></p> <p>Cette session vise à définir les domaines d'actions d'une feuille de route (2018-2019), en cohérence avec les priorités régionales et les défis identifiés. La feuille de route permettra d'orienter les efforts de l'UMA, de la CEA, du SNU et des partenaires pour le développement pour qu'ils œuvrent en synergie à la réalisation des ODD en Afrique du Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation des objectifs de la feuille de route (CEA-AN)</li> <li>• Réflexion sur les axes et les actions à mener dans le cadre de la feuille de route 2018-2019</li> <li>• Identification des domaines de synergies et des partenariats potentiels</li> </ul>
11h00- 11h30	<i>Pause-café</i>
11h30-13h00	<p><b>Session 5 : Modalités de mise en œuvre et de suivi de la feuille de route</b></p> <p>Cette session a pour objet de proposer des modalités pour assurer une mise en œuvre effective et un suivi régulier des actions retenues dans le cadre de la feuille de route régionale. Les possibilités de financement pourront également être discutées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tour de table</li> </ul>
13h00-13h30	<b>Synthèse des travaux et clôture</b>
13h30-14h30	<i>Déjeuner</i>

## Annexe III

### Liste des participants

1. M. Taïeb Baccouche  
Secrétaire Général  
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat, (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 68 13 71/72//73/74  
Fax : +212 68 13 77  
Email : sg.uma@maghrebarabe.org
2. M. Réda El Merini  
Directeur des Affaires économiques  
Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat, (Royaume du Maroc)
3. M. Ikabrou Mohamed Essidik  
Directeur des Ressource Humaines.  
Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat (Royaume du Maroc)
4. M. Musbah A.E. Almaghour  
Directeur de la Sécurité Alimentaire.  
Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat (Royaume du Maroc)
5. M. Ben Hadj Hamouda Imed  
Chef de Division de la Direction des Affaires Economiques.  
Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat (Royaume du Maroc)
6. Mme Faouzia Chakiri  
Chef de Division de la Direction de la Sécurité Alimentaire  
Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat (Royaume du Maroc)
7. M. Mouhamed M.S. Alraz  
Expert des Affaires Financières  
Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat (Royaume du Maroc)
8. M. Rabii Sakhi  
Expert statistique, Direction des Affaires Economiques  
Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat (Royaume du Maroc)
9. M. Hassan Bouti  
Expert, Direction de d'infrastructure  
Union du Maghreb Arabe (UMA)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Mob. : +212 607 73 44 75  
Email : hassenbouti@gmail.com

10. M. Mamoudou Bocar Sall  
Chef du département des études et de la formation  
Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC)  
Casablanca (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 522 31 49 74  
Fax : +212 522 31 01 10  
Mob. : +212 65 49 93 991  
Email : mamoudoubs@gmail.com/icdt@icdt-oic.org

11. Dr Amir Ahmed Elrufai  
Expert/Industrial Development Department  
Organisation Arabe du Développement Industriel et Minier (OADIM)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 27 45 00  
Fax : +212 537 77 21 88  
Mob. : +212 663 81 17 47  
Email : aidmo@aidmo.org/amir7869@gmail.com/ a.elrufai@aidmo.org

12. Dr. Mamadou Koné  
Spécialiste de programmes à la Direction des relations extérieures et de la Coopération  
Organisation Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 56 60 52/53 - Fax : +212 537 56 60 12/13  
Email : isesco@isesco.org.ma/mkone@isesco.org.ma

13. M. Olivier Breteche  
Chargé principal des opérations  
Banque Africaine de Développement  
Rabat, (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 530 17 73 08 / 530 17 73 09  
Direct : +212 530 17 73 03  
Email : o.breteche@afdb.org

14. M. Said Mourabit  
Economiste Régional  
Bureau régional de la Banque Islamique de Développement (BID)  
Rabat, (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 54 88 00 - Fax : +212 537 75 72 60  
Email : smourabit@isdb.org

15. M. Oumid Bedr-Eddine  
Directeur Régional du Bureau Maghreb Arabe  
Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA)  
Alger-Algérie  
Tél. : +213 21 53 67 31  
Mob. : +213 550 186 420  
Email : oumid@yahoo.fr

16. M. Hicham Bamekki  
Point Focal  
Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Mob. + 212 675 491 416  
Email : h.bamekki@gmail.com

17. M. Elhaj Attia Elhabib Elmansour,  
Chef du département du programme technique  
Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA)  
Khartoum (Soudan)  
Tel : +249 183 47 13 74  
Mob. : +249 910 57 6111  
Email : alhajattia1960@aoad.org/alhajattia1960@gmail.com

18. Mme Khalida Bouzar  
Directrice de la Division Proche Orient, Afrique du Nord et de l'Europe  
Fonds International de Développement Agricole (FIDA)  
Rome (Italie)  
Tél. : +39 06 54 59 2321  
Mob. : +39 338 137 0514  
Email : k.bouzar@ifad.org

19. M. Chakib Nemmaoui  
Country Programme Officer  
Fonds International de Développement Agricole (FIDA)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 63 30 80  
Mob. : +212 661 68 74 08  
Email : c.nemmaoui@ifad.org

20. M. Richard Lavallée  
Chief Technical Advisor  
Organisation Internationale de Travail (OIT)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 71 34 15  
Mob. : +212 620 69 17 17  
Email : lavallee@ilo.org

21. M. Karim Hendili  
Spécialiste de programme culture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 75 57 22/537 75 09 19/537 65 77 68 - Ext : 123  
Fax : +212 537 65 77 22  
Mob. : +212 0673 74 37 34  
Email : k.hendili@unesco.org

22. Mme Natsuko Funakawa  
Junior Programme Officer  
Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. /Fax : +212 537 65 28 81  
Fax : +212 537 758540  
Email : nfunakawa@iom.int/wfirachine@iom.int (Assistante)

23. Mme Regina De Dominics  
Représentante de l'UNICEF  
Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF)  
Rabat, (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 75 97 41/42/43 – 537 67 56 96



Fax : +212 537 75 97 60/537 67 56 97  
Mob. : +212 661 179 562  
Email : rdedominicis@unicef.org

24. M. Abdel-Llah Yaakoubd  
Représentant Assistant & Coordonnateur de Programmes  
Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 635314/15/17/08/05  
Fax : +212 537 635309  
Mob. : +212 662 13 29 00  
Email : yaakoubd@unfpa.org

25. M. Michael George Hage  
Coordinateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord et  
Représentant en Tunisie  
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)  
Tunis (Tunisie)  
Tél. : +216 70 145 700- Fax : +216 71 861 960  
Mob. : +216 98 70 32 50  
Email : FAO-SNEA@fao.org/Michael.hage@fao.org

26. Mme Marta Piccarozzi  
Spécialiste en évaluation et planification stratégique  
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. : +212 537 65 47 76  
Mob. : +212 696 91 75 99  
Email : marta.piccarozzi@fao.org

27. Mme Hanan Hanzaz  
Représentante  
Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. : + 212 537 75 59 66 / + 212 537 65 67 66  
Fax : + 212 537 63 27 87  
Mob. : +212 661 23 42 46  
Email : h.hanzaz@unido.org/office.morocco@unido.org

28. M. Ahmed Ait Hroch  
Coordonnateur de projet  
Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél. : + 212 537 75 59 66 / + 212 537 65 67 66  
Fax : + 212 537 63 27 87  
Mob. : +212 666 289428  
Email : a.aithroch@unido.org

29. M. Adib Nehmeh  
Regional Advisor on Agenda 2030 & SDGs  
Social Development Division (SDD)  
Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA)  
Beirut (Lebanon)  
Tél. : +961 1 978 337 – Fax : +961 1 981 510

Mob. : +961 3 566 978

Email : nehme@un.org

30. M. Oumali Abdelkbir

Chef de Division du Secteur Public de l'Afrique de l'Ouest

Et l'Afrique Centrale

Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA)

Khartoum (Soudan)

Tél. : +249-1-83/773646/773709

Tél. : +249 909010396/659817710

Fax : +249-1-83/770600/770498

Mob. : +249 651 81 77 10

Email : badea@badea.org/A.oumali@badea.org/A.oumali@yahoo.fr

31. M. Walid Ben Hamouda

International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC)

Responsable Afrique du Nord

Rabat (Royaume du Maroc)

Tél. : +212 537 54 88 00 - Ext : 5225

Mob. : +212 689 53 86 36

Email : whamouda@isdb.org

**Représentants Résidents du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)  
et Coordinateurs des Nations Unies (pays membres)**

**ALGERIE**

32. M. Eric Overvest

Représentant Résident et Coordonnateur Résident des Nations Unies

Alger (Algérie)

Fax: +213 (0) 21 92 54 60

Email : eric.overvest@one.un.org

**EGYPT**

33. M. Michael Schaadt

Head of Office

Office of the United Nations Resident Coordinator, Cairo (Egypt)

Tél. /Fax: +2(02) 2574 26 20

Mob. : +201 06882 60 33

Email : Michael.Schaadt@undp.org

**MAROC**

34. M. Philippe Poinot

Représentant Résident et Coordonnateur résident du système des Nations Unies

Rabat (Royaume du Maroc)

Fax : 212 537 63 30 89

Email : philippe.poinot@one.un.org

35. Mme Ayshanie Medagangoda-Labe

Représentant Résident adjoint

Rabat (Royaume du Maroc)

Tél. : +212 537 63 30 72

Fax: + 212 537 63 30 90

Email : ayshanie.labe@undp.org

## **MAURITANIE**

36. M. Mario Samaja  
Coordonnateur Résident du système des Nations Unies en Mauritanie  
et Représentant Résident du PNUD  
Tél. : +222 45 25 24 09  
Fax : +22245 25.26.16  
Mob. : +222 37 54 54 54  
Email : mario.samaja@one.un.org

37. Mme Salma Cheikh Melainine  
Economiste Nationale au PNUD  
Tél. : +222 45 25 24 09  
Fax : +22245 25.26.16  
Mob.: +222 262 06 000/470 96 846  
Email : Selma.cheikh.malainine@undp.org

## **CEA SECRETARIAT / ADDIS ABEBA**

38. Mme Aida Barbara Opoku-Mensah  
Special Advisor to the Executive Secretary-SDGs & Special Initiatives  
United Nations Economic Commission for Africa  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tél. : +251-11-551-1167 - (Direct): +251-11-544-3562  
Mobile : +251-911-201-797  
Email : aida.uneca@un.org

39. M. Oumar Sarr  
Statisticien, Office du Directeur  
Centre africain pour la Statistique  
Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique  
Addis-Abeba, Ethiopie  
Tél. : +251 115443614  
Mob. : +251 911550021  
Email : osarr@uneca.org/oumarsarr2012@hotmail.com

## **CEA SECRETARIAT / RABAT**

Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, Rabat  
Tél. : +212 537 71 78 29/71 56 13 - Fax: +212 537 71 27 02  
E-mail: eca-sro-na@un.org / Site web: www.uneca.org

- 40. Mme Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau
- 41. M. Omar Ismael Abdourahman, Economiste
- 42. Mme Amal Nagah Elbeshbishi, Economiste
- 43. M. Zoubir Benhamouche, Economiste
- 44. M. Salem Sebbar, Knowledge Management Officer
- 45. Mme Marieme Bekaye, Economiste chargée du développement durable
- 46. M. Isidore Kahoui, Economiste /Statisticien
- 47. M. Aziz Jaid, Economiste
- 48. Mlle Houda Filali-Ansary, Chargée de la communication
- 49. M. Mohammed Mosseddek, Assistant de recherche principal
- 50. Mme Naima Sahraoui, Assistante de direction
- 51. Mme Amal El Korchi, Assistante des achats
- 52. Mlle Samira Ezzine, Assistante
- 53. Mme Fouzia Qaddour Assou, Assistante
- 54. M. Rachid Ramdane, Chauffeur
- 55. M. El Hassan Mrani Alaoui, Chauffeur